

# **SYNTHESE DU RAPPORT SUR LA MISE AU POINT DE L'OUTIL D'ANALYSE SOCIOANTHROPOLOGIQUE**

---

Ce rapport a été rédigé à la suite de la première mission de mise au point de l'outil d'analyse socio anthropologique dans le cadre de l'évaluation pays en Arménie.

## **Conditions d'exécution de la mission**

Le test a été fait dans des conditions particulières qu'il faut souligner :

- D'une part, il a été réalisé au même moment que la phase de terrain de l'évaluation pays de la Commission en Arménie.
- D'autre part, peu de documentations et de travaux d'étude sont disponibles sur l'Etat arménien.

La méthode de l'ASA a été adaptée à une situation qui ne sera pas systématiquement rencontrée dans d'autres cas.

En l'absence de connaissance préalable du pays et des experts, le rapport de la desk phase de l'équipe ADE a constitué une base de départ appréciable.

## **Résultat de la mission de mise au point de l'outil**

La formulation initiale de l'outil a été confirmée dans son orientation. Des modifications sont cependant apparues nécessaires au terme de cette mission. Les conditions particulières de la mission de mise au point en Arménie soulignent la nécessité de réaliser un test de l'outil dans un pays dans lequel l'aide et la coopération de la Commission européenne bénéficient d'un ancrage plus long.

Le fondement de la démarche proposée pour l'outil reste donc pertinent eu égard à son objectif central : rechercher, dans les modes d'organisation familiale et sociale, les valeurs, les référents culturels, les traditions, des éléments pouvant expliquer en quoi des stratégies de coopération ont plutôt des chances de succès ou d'échec, et comment introduire au mieux les stratégies de coopération dans les pays. L'expérimentation de l'outil en Arménie prouve le bien-fondé de la combinaison d'une analyse générale de la société du pays étudié et d'une approche ciblée sur les enjeux et les risques de la stratégie de coopération.

Mais certaines modalités pratiques à l'intérieur de ce schéma sont à revoir. Ce sont notamment :

- Un allègement du nombre de panels d'experts. L'outil prévoyait un panel par thème pour cinq thèmes, ce qui s'est avéré impossible à organiser dans le cadre d'une mission d'une durée aussi limitée (10jours) ; la mission a donc fonctionné avec un seul panel d'expert regroupant tous les thèmes, ce qui a eu pour effet une surcharge des séances et une limite à l'approfondissement des analyses thématiques ; un équilibre est à trouver entre ces deux extrêmes.
- Un resserrement du contenu des panels. Il s'avère qu'un tri des questions initialement destinées au panel est à faire : afin de maximiser la productivité du panel, les questions d'information seront à traiter avant la mission sur place par consultation de documents et sollicitation de chercheurs ou de praticiens.
- Une articulation à nuancer entre les panels d'experts et les autres éléments de la démarche, notamment les entretiens individuels.

## **Réaliser dans un contexte plus représentatif des pays dans lesquels l'aide européenne est présente (un pays ACP ?)**

Les conditions particulières de la mission en Arménie suggèrent la nécessité d'un test dans un pays plus familier des procédures de la Commission.

Il sera par exemple opportun de consolider la fonction des panels d'experts, après l'avoir expérimentée dans une situation différente d'une part du point de vue de l'approche du pays lui-même, d'autre part, du point de vue de l'insertion de l'ASA dans la démarche d'ensemble de l'évaluation pays. Deux types de situation sont à envisager à cet égard :

- Si le test est réalisé en amont de la desk phase de l'évaluation pays, le panel devrait être orienté vers une contribution à la formulation des questions d'évaluation.
- Si le test est effectué après la présentation du desk phase report, comme ce fut le cas en Arménie, alors les experts du panel pourraient être choisis, autant que possible, en fonction de leurs connaissances des domaines concernés par les questions d'évaluation<sup>1</sup>. Cela permettrait de contribuer véritablement au traitement des questions d'évaluation. Mais, d'un autre côté, cela entraînerait peut-être un décalage par rapport à la méthode développée dans la première version de l'outil, du fait que l'approche ne serait plus, alors, générale mais centrée sur les enjeux.

Nous faisons l'hypothèse d'un test effectué dans la phase amont de l'évaluation, dans un pays sur lequel des travaux existants légitimeraient une approche inverse à celle adoptée en Arménie.

Il s'agirait :

- Avant la mission sur place, (1) de réunir la documentation, (2) d'élaborer une esquisse de l'approche générale de la société du pays, (3) de confronter cette approche à l'analyse du CSP, (4) d'en déduire des hypothèses sur les enjeux et les risques, (5) de rechercher des experts locaux compétents sur les thématiques dans lesquelles s'inscrivent ces enjeux et ces risques, sans préjuger encore de leur participation aux panels ou à des entretiens.
- Sur le terrain, (1) de réaliser une série d'entretiens avec ces experts afin de vérifier s'il est pertinent de les solliciter sur les enjeux et les risques identifiés et, par la même occasion, de compléter les informations recueillies avant d'être sur place, (2) de rechercher, en tant que de besoin, d'autres experts si les premiers n'ont pas une vision analytique de la coopération européenne, (3) de poursuivre les entretiens et d'organiser le ou les panels d'experts en complément de l'apport des entretiens. Leur objet ne se bornerait pas à l'approche générale, il articulerait cette approche avec une interrogation sur les enjeux et sur les risques afin d'entrer plus directement dans la démarche d'évaluation. Le tableau de la page 38 indique le déroulement possible du travail de test. On remarquera une distribution des tâches et du temps légèrement différente de celle du tableau initial de l'ASA, qui est lui-même placé en annexe.

---

<sup>1</sup> C'est ce qui a été tenté en Arménie mais avec l'obstacle de la non connaissance de la coopération européenne.